



Le Venezuela apprend la leçon de Gaza à l'ère occidentale

Description

Par Sami Al-Arian le 5 janvier 2026

Le monde entier peut désormais constater la vacuité de l'universalisme occidental, du libéralisme et de la mondialisation.

L'ennemi par les États-Unis ce week-end du président vénézuélien Nicolás Maduro et de son épouse ne représente pas qu'une simple escalade dans un conflit d'ancien.

Il s'agit plutôt de la manifestation agressive du fait que la souveraineté dans l'ère occidentale n'est qu'un mirage d'oppendant de l'intervention américaine. Le droit international, quant à lui, serait un instrument réservé aux adversaires et aux États faibles, et non une obligation applicable aux grandes puissances ou aux empires.

Alors que les États-Unis ont présenté leurs agissements comme une « application de la loi », en pratique, leur démarche apparaît un raid militaire, ce que les propres mots du président Donald Trump ont du reste souligné. Il a qualifié l'opération d'« extrêmement réussie » et a déclaré que les États-Unis « dirigeraient le pays » jusqu'à « une transition saine, appropriée et judicieuse ».

Il a averti les dirigeants politiques vénézuéliens que « ce qui est arrivé à Maduro peut leur arriver », affirmant qu'il n'avait pas peur de poser des « bottes sur le terrain ».

La décision de Trump de relier ouvertement l'action au contrôle en dit long. Il a audacieusement affirmé que le Venezuela avait « volé » du contrôle à une industrie que les États-Unis avaient construite « avec le talent, le dynamisme et le savoir-faire américains », évoquant « l'un des plus grands vols de propriété américaine de l'histoire de notre pays ».

Ce langage appartient au registre arrogant de la conquête, plutôt qu'à celui de la légalité et de la justice.

Pour comprendre les actions de Trump au Venezuela, il faut les situer dans un contexte plus large, celui de l'impérialisme. Déclarée en 1823 par le cinquième président des États-Unis, James Monroe, la doctrine Monroe visait à définir l'hémisphère occidental comme zone de contrôle américaine.

Au fil du temps, cette doctrine a acquis un champ d'application hémisphérique : les États-Unis détermineraient quels gouvernements étaient considérés comme « légitimes », lesquels étaient « dangereux » et sujets à des sanctions ou à un remplacement, et quelles ressources étaient « stratégiques » et pouvaient donc être acquises par tous les moyens.

Logique de domination

Lorsqu'un gouvernement fait obstacle à l'hégémonie américaine ou à ses priorités stratégiques et économiques, l'instabilité devient politique, et divers slogans « Démocratie », « anti-communisme », « lutte contre le terrorisme », « guerre contre la drogue » sont utilisés pour imposer la coercition.

La nouveauté en janvier 2026 n'est pas l'intention, mais l'audace. Les interventions précédentes reposaient sur des violations maquillées en procurations, en financements secrets et autres « conseillers ». Ici, le président américain adopte ouvertement une logique de domination, présumant que le monde serait intimidé et ébranlé par cette démonstration ostentatoire de la force brute américaine.

Le Venezuela possède plus de 300 milliards de barils de pétrole, les plus grandes réserves de brut au monde, ce qui n'a jamais été moralement neutre dans un système impérial qui considère l'énergie comme un instrument de pouvoir.

Mais il ne s'agit pas seulement de pétrole. La ceinture minière de l'Orénoque au Venezuela est riche en or et autres métaux précieux ; avec plus de 8000 tonnes d'or, le pays en possède l'une des plus grandes réserves mondiales.

Or, les interventions présentées comme « anti-narcotiques » ou « anti-corruption » ont souvent un objectif caché, dans ce cas, donner à Trump et aux dirigeants des multinationales le pouvoir de décider qui contrôle les concessions, qui commande les routes commerciales et qui peut monopoliser ce qui se trouve sous le sol.

Une inculpation américaine contre Maduro, rendue publique après le raid militaire, n'est pas une preuve de faute pénale, mais plutôt un tampon apposé après coup pour normaliser ce que l'empire américain avait fait.

Le Venezuela possède également des milliards de tonnes de minerai de fer et d'autres importants gisements de terres rares, de nickel, de cuivre et de phosphates. Ces ressources constituent des ressources essentielles à la technologie moderne et la production industrielle, y compris l'acier, indispensable à la fabrication de matériel militaire.

Dans la compétition géopolitique, le contrôle des ressources de l'industrie lourde détermine souvent l'équilibre des puissances.

Dans les semaines et les mois précédant l'attaque, les États-Unis ont refermé l'étau sur le Venezuela d'une manière qui révélait leur objectif stratégique. En décembre dernier, les États-Unis ont imposé un blocus naval qui a perturbé le flux des pétroliers, saisi des cargaisons et réduit de moitié les exportations de pétrole.

Ce que Washington a démontré n'est pas simplement que les sanctions causent des dommages, mais que sanctions, blocus, saisies et réquisitions d'application de la loi sont déployés comme un feu parotatoire au changement de régime.

Effondrement du faux-semblant juridique

Ce que Washington a cherché à inverser ne concerne pas seulement le flux du pétrole vénézuélien, mais également les objectifs que ce pétrole permet de poursuivre.

Après l'élection d'Hugo Chávez à la présidence en 1998, le Venezuela a réorienté les revenus pétroliers vers des programmes sociaux de grande envergure visant à rattraper des décennies d'inégalité extrêmes. Dans les années qui ont suivi, la pauvreté a été réduite de plus de moitié, l'extrême pauvreté a fortement chuté, et l'accès aux soins de santé, à l'éducation, au logement et aux subventions alimentaires s'est considérablement élargi.

C'est précisément ce modèle que la politique américaine a cherché à démanteler, en commençant par des mesures financières ciblées au milieu des années 2000, puis en imposant après 2015 des sanctions massives dans les secteurs pétrolier, bancaire et commercial.

La situation humanitaire en est devenue gravement affectée, par le renversement de libéralisme des acquis sociaux liés à un étranglement économique imposé de l'extérieur, visant non pas à reformer la gouvernance, mais à provoquer l'effondrement du régime en rendant le système existant économiquement non viable.

Après enlèvement de Maduro, le secrétaire d'État américain Marco Rubio, qui pousse depuis des mois au changement de régime au Venezuela, a décrit l'attaque comme une opération de «maintien de l'ordre». Elle a toutefois été condamnée par de nombreux pays de la région, dont le Mexique, le Brésil et la Colombie, ainsi que par des pays du monde entier.

La Chine a déclaré être «profondément choquée et condamne fermement les États-Unis pour avoir utilisé la force de manière imprudente contre un État souverain et ciblé son président».

L'insistance de Washington à présenter cet enlèvement comme un simple «maintien de l'ordre» n'est pas seulement peu convaincante; elle est politiquement révélatrice. Une inculpation américaine contre Maduro, rendue publique après le raid militaire, n'est pas une preuve de faute pénale, mais bien plutôt un coup de tampon apposé après coup pour normaliser les agissements de l'empire américain.

Et tandis que Trump affirmait que les États-Unis dirigeraient désormais le Venezuela, son propre département d'État a émis un avertissement selon lequel il ne pourrait pas venir en aide aux

citoyens américains susceptibles d'être bloqués dans le pays.

Gaza et l'Ukraine

Le Venezuela ne peut être compris isolément de Gaza, qui a fonctionné comme un test mondial de l'égale en termes de politique internationale.

Depuis deux ans, Washington protège politiquement Israël, l'arme militairement et sape toute tentative de l'amener à rendre compte de ses nombreux crimes.

Statuant sur l'affaire sud-africaine accusant Israël de génocide, la Cour internationale de Justice a émis des mesures provisoires en janvier 2024, qui ont été modifiées et réaffirmées en mars et mai de la même année. Mais la situation humanitaire à Gaza, documentée à plusieurs reprises par des organismes des Nations Unies, est restée catastrophique, causant des morts innombrables et des déplacements massifs y compris pendant le soi-disant cessez-le-feu.

Sur le plan de la responsabilité pénale, un mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a été émis par la Cour pénale internationale, sans avoir été exécuté.

L'application de la loi au Venezuela diffère de façon notable de son application en Israël.

Maduro est enlevé sans procès, et son pays est placé sous une « gestion de transition » étrangère, tandis que Netanyahu est traité comme un partenaire stratégique. Un système qui prétend à une égalité universelle est ainsi miné par son propre régime d'exemptions.

Concernant l'Ukraine, l'Occident insiste sur le caractère inviolable des frontières et considère l'agression comme criminelle. Mais à Gaza et au Venezuela, le contraire est justifié. C'est le pouvoir, et non le principe, qui détermine quand la souveraineté compte.

La leçon centrale que le Venezuela offre au monde est sombre mais incontestable. Les États-Unis ne peuvent pas faire à la Corée du Nord ce qu'ils ont fait au Venezuela, parce que la Corée du Nord possède une dissuasion nucléaire crédible. Le Venezuela n'en dispose pas.

Le propre bilan de Trump souligne cette logique. Avec Pyongyang, Washington a été contraint à la gestion de la dissuasion et à la négociation, précisément parce qu'une politique de décapitation ou d'occupation mènerait nécessairement à une escalade militaire.

Le Venezuela devient ainsi une étude de cas qui renforce l'argument, à travers le Sud global, selon lequel les capacités nucléaires fonctionnent comme une assurance pour le régime. Il ne s'agit pas d'un soutien moral à la prolifération, mais bien d'une lecture empirique du comportement impérial, fondée sur une logique géopolitique réaliste.

L'Iran et les limites de la force

La même logique de dissuasion s'applique encore plus fortement à l'Iran, laissant prévoir l'arrêt probable d'une opération semblable à celle menée au Venezuela, même si certains à Washington et à Tel-Aviv en rêvent encore. Mais une telle attaque échouerait presque certainement en raison de contraintes structurelles que les États-Unis ne peuvent neutraliser

par la force.

L'Iran a démontré sa capacité de riposte lors de la guerre de 12 jours en juin dernier. Avec un arsenal important de missiles et de drones, des installations renforcées et sa capacité à frapper des bases régionales et des infrastructures critiques, l'Iran pourrait infliger des dommages considérables à ses adversaires. Toute escalade ne resterait pas forcément locale.

Le détroit d'Ormuz est crucial pour l'économie mondiale. Selon l'Administration américaine de l'énergie, les flux de pétrole à travers le détroit en 2024-2025 représentaient plus d'un quart du commerce pétrolier mondial par voie maritime et environ un cinquième de la consommation mondiale de pétrole et de produits pétroliers.

Avec une population de 92 millions d'habitants et un territoire de 1,6 million de kilomètres carrés, l'Iran n'est ni démographiquement ni géographiquement gérable en tant que projet d'occupation.

ENCART

Lorsque la loi n'est appliquée que contre les opposants, comme le montrent Gaza et le Venezuela, elle cesse de fonctionner comme un droit et devient un instrument de pouvoir.

Les occupations américaines en Irak et en Afghanistan ont démontré que la force écrasante peut renverser un État, mais qu'il est impossible de gouverner une société qui rejette l'occupant. L'Iran a passé deux décennies à étudier ces échecs et à développer des contre-mesures asymétriques, qui prennent en compte la composante régionale.

Les opérations de changement de régime dépendent moins du consentement populaire que de l'implantation du renseignement, de l'amplitude des défections et des trahisons internes. L'opération contre Maduro intensifiera donc probablement, au lieu de les diminuer, les efforts fournis par le Venezuela pour démanteler les réseaux de renseignement étrangers et empêcher de futures infiltrations. C'est ce que des expériences passées comme le coup d'État raté contre Chávez en 2002 peuvent laisser prévoir.

Au niveau social, la mobilisation pro-gouvernementale, y compris les appels aux forces de réserve civiles et aux structures de défense communautaires pour s'opposer à l'intervention étrangère, reflète un schéma que Washington a généralement mal interprété, de l'Irak à l'Afghanistan. La suppression d'un dirigeant n'éteint pas la résistance lorsque l'intervention est largement perçue comme une domination étrangère liée à la saisie des ressources nationales.

Le Venezuela met donc les États-Unis face à un dilemme bien connu. Un État peut être affaibli par les sanctions, mais la société s'endurcit politiquement sous le siège. La coercition au sommet renforce l'opposition de la base.

Gaza a exposé la vacuité de l'universalisme occidental, du libéralisme et de la mondialisation. Le Venezuela étend cette leçon à l'hémisphère occidental, avec une clarté que même les alliés ont du mal à obscurcir. Lorsque la loi n'est appliquée que contre les opposants, comme le montrent Gaza et le Venezuela, elle cesse de fonctionner comme un droit et devient un instrument de

pouvoir. Et lorsque lâ??agression est ouvertement liÃ©e au pÃ©trole, lâ??empire cesse de faire semblant dâ??Ãªtre autre chose quâ??un empire.

Il y a plus de deux millÃ©naires, lâ??empereur romain Marc AurÃ©le offrait aux futurs dirigeants un avertissement simple : Â«â??Regarde le passÃ©, avec ses empires qui se sont levÃ©s et sont tombÃ©s, et tu pourras prÃ©voir lâ??avenir .â??Â» Trump, cependant, nâ??a jamais Ã©tÃ© accusÃ© de suivre les conseils avisÃ©s.

Traduction pour lâ??Agence Media Palestine : C.B

Source : [Middle East Eye](#)

date crÃ©Ã©e
2026/01/06